

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christian Grétry, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Didier Molders, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin·e* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 23.12.21

#Objet : Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos de la politique régionale de stationnement #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Chers Collègues,

Le Gouvernement de Bruxelles-Capitale travaille à un avant-projet d'ordonnance portant sur l'organisation de la politique de stationnement et définissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale. Il s'agit d'une 3ème lecture. Suite à une concertation avec les communes, Brulocalis a transmis un avis à la Ministre de la Mobilité et un nouveau projet d'ordonnance est passé en 2ème lecture au Gouvernement. L'objectif annoncé de la Ministre de la Mobilité est de faire approuver le projet en 3ème lecture au Gouvernement avant la fin de cette année. A l'heure de rédiger cette question, nous n'avons pas d'information complémentaire.

La politique de stationnement à Bruxelles est un élément primordial dans le cadre des objectifs de mobilité, d'accessibilité des commerces, de qualité de vie et de report modal. Cette politique n'est pas sans impact sur l'autonomie des communes d'une part, et sur la manière avec laquelle elles sont associées à participer au futur Plan régional de Stationnement d'autre part. Madame Sophie De Vos, Echevine de la Mobilité, l'avait d'ailleurs répondu à une question du conseiller Mathieu Pillois, en mars dernier.

Sur base de ces éléments et du calendrier énoncé plus haut, nos questions sont les suivantes:

- La position du collège a-t-elle évolué depuis le mois de mars ? La Région a-t-elle entendu les critiques et corrigé le tir ?
- Notre commune a été sollicitée par Brulocalis afin d'évaluer l'actuel Plan Régional de Politique du Stationnement (PRPS) au niveau stratégique et au niveau de son application locale. Que pouvez-vous nous dire quant à l'évaluation du PRPS communiquée à la Région ? Quels étaient les principaux points négatifs que vous avez communiqués quant à l'application du PRPS actuel?
- Qu'avez-vous prévu en termes de participation citoyenne en amont du prochain PRPS et de la contribution de la commune à son édification, notamment en termes d'objectifs de suppression / création de places de stationnement ?
- Certaines communes, comme Jette, ont demandé à Hub.brussels de réaliser une étude afin

d'objectiver les besoins en termes de stationnement à l'échelle de leur territoire, notamment dans les quartiers commerçants. Avez-vous prévu de faire pareille demande à l'agence régionale ?

- Si oui, pensez-vous intégrer cette analyse dans la politique de mobilité ou dans le plan communal de mobilité à venir ? Avez-vous retenu, par exemple, l'idée de mettre en place des places shop & go ? Si non, pourquoi ?

Nous vous remercions.

Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Échevine**

Madame, Monsieur,

Merci pour votre question.

La position du Collège n'a pas variée d'un iota depuis son adoption le 5 mars dernier. Je ne peux vous dire si notre avis a été entendu ou pas par la Région car les communes ne sont pas associées au processus législatif régional une fois les avis envoyés. Les discussions sur l'ordonnance sont du ressort du gouvernement bruxellois. Les communes ont par contre, comme nous le demandions, été invitée à un processus de concertation sur les arrêtés d'exécution, ce qui est un point positif et plus que logique puisque nous sommes concernés au premier plan.

Ce trajet de concertation a débuté par deux ateliers, un sur les principes liés aux tarifs (et non aux montants je précise !), les zones de stationnement et les dérogations et un sur les parkings publics -ceci en novembre dernier- et se poursuivra en janvier avec de nouvelles réunions. La commune d'Auderghem participe activement à ces différentes rencontres avec son avis comme fil conducteur.

En ce qui concerne le PRPS, nous avons répondu à la demande de Brulocalis sur l'évaluation de celui-ci. Nous avons indiqué que nous souhaitions que le futur PRPS garde la souplesse nécessaire pour permettre aux communes d'adapter au mieux le cadre réglementaire aux réalités locales.

Le nouveau PRPS devra intégrer les nouvelles visions emportées par l'ordonnance et le plan GoodMove ainsi qu'intégrer les nouveaux modes de déplacements.

Nous souhaitons un accompagnement proactif des communes pour le mettre en œuvre au niveau local. Il serait essentiel que les communes puissent disposer d'un point unique de contact dans le cadre de la transposition et de sa mise en œuvre quotidienne ainsi que la mise en place d'outils de gestion performants. Nous n'avons pas rencontré de difficultés particulières dans la mise en œuvre du PRPS et de ses arrêtés d'exécution (zones/dérogations). Nous devons cependant indiquer que nous nous sommes faits aider par un bureau externe.

Par rapport à la participation citoyenne, nous ne sommes qu'au début du processus d'adoption d'un nouveau Plan Régional de Politique du Stationnement. Il faudra d'abord une adoption et promulgation de la nouvelle ordonnance puis des arrêtés d'exécution afin de lancer la rédaction du nouveau PRPS. Par ailleurs, celui-ci est géré au niveau régional. Nous répondrons, comme nous le faisons toujours, à toutes les demandes qui émaneraient du pouvoir régional dans le cadre de la construction de ce nouveau PRPS.

A ce jour, nous n'avons pas demandé d'études complémentaires sur la politique de stationnement à Auderghem car nous attendons la réforme régionale afin d'appliquer la nouvelle réglementation. Cela ne sert à rien de modifier aujourd'hui notre plan communal de stationnement si c'est pour le modifier une nouvelle fois dans 6 mois avec le nouveau PRPS.

Nous avons des places 30 min aux abords de différents commerces par ailleurs, cela permet le « shop and go », déjà gratuit puisque nous n'avons pas de zones payantes à Auderghem.

Je vous remercie.

Sophie de Vos.

• **Intervention de Monsieur François Lebovy (Ecolo-Groen)**

Comme le souligne Madame l'échevine, le processus législatif régional conduisant à l'adoption d'une ordonnance appartient bel et bien au Gouvernement bruxellois mais aussi et surtout, in fine, au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. Pour nombre d'entre-elles (ordonnances), les communes ne sont peu ou pas consultées.

Néanmoins, le cabinet de la Ministre Van den Brandt a, sans que pesait sur lui aucune obligation de le faire,

décidé d'associer les communes et de leur demander leur avis sur un projet de texte après son adoption en première lecture au Gouvernement.

Comme le souligne également Madame l'Echevine, les communes ont en outre été invitées à participer à deux ateliers afin d'alimenter la réflexion sur la politique de stationnement en général et sa déclinaison au niveau communal.

La question de la tarification a été abordée et les conclusions de l'atelier sont les suivantes:

À l'exception d'une commune, l'ensemble des communes participantes ont admis un principe d'augmentation des tarifs à l'horodateur des différentes zones.

De manière encore plus prégnante que pour la tarification à l'horodateur, l'ensemble des communes participantes ont admis que la redevance forfaitaire devait augmenter.

Enfin sur la tarification de la carte riverain, l'ensemble des communes, excepté une, a admis le principe d'augmentation du tarif de la 1ere carte riverain, d'augmentation du tarif de la seconde carte riverain et de suppression de la 3ème carte riverain.

Comme vous l'aurez compris, le consensus sur la politique tarifaire du stationnement dépasse donc largement les clivages politiques et permettra nous l'espérons, et comme prévu dans l'accord de majorité régional "je cite" de réduire l'emprise du stationnement sur l'espace public en favorisant le report vers le stationnement hors voirie.

Ceci pour augmenter la qualité de l'espace public et par cet effet, augmenter la qualité de vie de nos concitoyens.nes

Nous espérons que les discussions sur le sujet, que nous savons politiquement difficile, pourront continuer à évoluer dans un cadre serein et alimenté par des réflexions scientifiques ou académiques.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christian Grétry

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 11 janvier 2022

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christian Grétry, *Voorzitter* ;
Didier Gosuin, *Burgemeester* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Didier Molders,
Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Marie-Pierre
Bauwens, Anastasia Bakounine, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine
Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya,
Stéphanie Paulissen, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 23.12.21

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck
(MR-OpenVLD) over het gewestelijk parkeerbeleid #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mijnheer de burgemeester,
Waarde collega's,

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering werkt aan een voorontwerp van ordonnantie houdende organisatie van het parkeerbeleid en definiëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dit is een derde lezing. Na overleg met de gemeenten heeft Brulocalis een advies ingediend bij de minister van Mobiliteit en werd een nieuw ontwerp van ordonnantie voor een tweede lezing aan de regering voorgelegd. De minister van Mobiliteit heeft verklaard ernaar te streven het ontwerp vóór het einde van dit jaar in derde lezing door de regering te laten goedkeuren. Bij het opstellen van deze vraag hebben we geen verdere informatie.

Het parkeerbeleid in Brussel is een sleutelement in de doelstellingen inzake mobiliteit, bereikbaarheid van winkels, leefkwaliteit en modale verschuiving. Dit beleid is niet zonder gevolgen voor de autonomie van de gemeenten enerzijds, en voor de wijze waarop zij worden betrokken bij de deelname aan het toekomstige gewestelijke parkeerbeleidsplan anderzijds. Mevrouw Sophie De Vos, schepen van Mobiliteit, heeft in maart geantwoord op een vraag van gemeenteraadslid Mathieu Pillois.

Op basis van deze elementen en het hierboven uiteengezette tijdschema luiden onze vragen als volgt:

- Is het standpunt van het college sinds maart veranderd? Heeft het Gewest de kritiek gehoord en de situatie rechtgezet?
- Onze gemeente werd door Brulocalis gevraagd het huidige Gewestelijk Parkeerbeleidsplan (GPBP) op strategisch niveau en op het niveau van de lokale toepassing ervan te evalueren. Wat kunt u ons vertellen over de aan het Gewest gerapporteerde evaluatie van het GPBP? Wat waren de belangrijkste negatieve punten die u over de uitvoering van het huidige GPBP heeft meegedeeld?
- Welke plannen hebt u voor burgerparticipatie in de aanloop naar het volgende GPBP en voor de bijdrage van de gemeente aan de ontwikkeling daarvan, met name wat betreft de doelstellingen voor het opheffen/aanleggen van parkeerplaatsen?
- Sommige gemeenten, zoals Jette, hebben Hub.brussels gevraagd een studie uit te voeren om de

parkeerbehoeften te objectiveren op de schaal van hun grondgebied, met name in de handelswijken. Bent u van plan een soortgelijk verzoek in te dienen bij het gewestelijke agentschap?

- Zo ja, bent u van plan deze analyse te integreren in het mobiliteitsbeleid of het toekomstige gemeentelijke mobiliteitsplan? Hebt u bijvoorbeeld het idee in aanmerking genomen om shop & go-plaatsen in te richten? Indien niet, waarom?

Wij danken u.

Jeremy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

- **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, schepen**

Geachte mevrouw, geachte heer,

Bedankt voor uw vraag.

Het standpunt van het College is sinds de goedkeuring op 5 maart geen jota veranderd. Ik kan u niet zeggen of ons advies al dan niet door het Gewest is gehoord, omdat de gemeenten niet bij het gewestelijke wetgevingsproces worden betrokken zodra de adviezen zijn verzonden. De besprekingen over de ordonnantie vallen onder de verantwoordelijkheid van de Brusselse regering. Anderzijds zijn de gemeenten uitgenodigd voor een overlegproces over de uitvoeringsbesluiten, zoals wij hadden gevraagd, hetgeen een positief punt is en meer dan logisch aangezien het in de eerste plaats om ons gaat.

Dit raadplegingsproces begon met twee workshops, één over de principes met betrekking tot de tarieven (en niet met betrekking tot de bedragen, wat ik wil benadrukken!), de parkeerzones en de afwijkingen, en één over openbare parkeerterreinen - in november laatstleden. Dit proces zal in januari worden voortgezet met nieuwe vergaderingen. De gemeente Oudergem neemt actief deel aan deze verschillende vergaderingen met haar advies als leidraad.

Wat het GPBP betreft, hebben wij gereageerd op het verzoek van Brulocalis omtrent een evaluatie van dit GPBP. Wij hebben aangegeven dat wij zouden willen dat het toekomstige GPBP de nodige flexibiliteit behoudt om de gemeenten in staat te stellen het regelgevingskader zo goed mogelijk aan de plaatselijke realiteit aan te passen.

Het nieuwe GPBP zal de nieuwe visies van de ordonnantie en van het GoodMove-plan moeten integreren, alsook de nieuwe vervoerswijken.

Wij zouden graag zien dat de gemeenten proactief steun verlenen om het op lokaal niveau uit te voeren. Het zou van essentieel belang zijn dat gemeenten één aanspreekpunt hebben voor de omzetting en de dagelijkse uitvoering, en dat er doeltreffende beheersinstrumenten worden ontwikkeld. Wij hebben geen bijzondere moeilijkheden ondervonden bij de uitvoering van het GPBP en de uitvoeringsbesluiten (zones/afwijkingen). Wij moeten er echter op wijzen dat wij werden bijgestaan door een extern bureau.

Wat de participatie van de burgers betreft, staan we pas aan het begin van het proces om een nieuw Gewestelijk Parkeerbeleidsplan vast te stellen. Eerst moet de nieuwe ordonnantie worden goedgekeurd en afgekondigd, en vervolgens moeten de uitvoeringsbesluiten worden uitgevaardigd om een begin te maken met de opstelling van het nieuwe GPBP. Dit wordt trouwens op gewestelijk niveau beheerd. Wij zullen, zoals wij altijd doen, ingaan op alle verzoeken van de gewestelijke overheden in het kader van de realisatie van dit nieuwe GPBP.

Tot op heden hebben wij geen verdere studies gevraagd over het parkeerbeleid in Oudergem, omdat wij wachten op de gewestelijke hervorming om de nieuwe regelgeving te kunnen toepassen. Het heeft geen zin om vandaag ons gemeentelijk parkeerplan te wijzigen als we het over 6 maanden met het nieuwe GPBP weer moeten wijzigen.

Wij beschikken over plaatsen van 30 minuten in de buurt van verschillende winkels, die een "shop and go" mogelijk maken, wat al gratis is aangezien wij in Oudergem geen betalende plaatsen hebben.

Ik dank u.

Sophie de Vos.

- **Toespraak van de heer François Lebovy (Ecolo-Groen)**

Zoals mevrouw de schepen opmerkt, valt het gewestelijk wetgevingsproces tot goedkeuring van een ordonnantie inderdaad onder de verantwoordelijkheid van de Brusselse regering, maar uiteindelijk ook en vooral onder die van het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Voor veel ordonnanties is er

weinig of geen overleg met de gemeenten.

Desondanks heeft het kabinet Van den Brandt, zonder enige verplichting, besloten om de gemeenten te betrekken en hen om advies te vragen over een tekstontwerp dat in eerste lezing werd goedgekeurd door de regering.

Zoals mevrouw de schepen eveneens opmerkt, werden de gemeenten ook uitgenodigd om deel te nemen aan twee workshops om bij te dragen tot de discussies over het parkeerbeleid op algemeen en gemeentelijk niveau.

De tarifiering werd besproken en de conclusies van de workshop luiden als volgt:

Met uitzondering van één gemeente hebben alle deelnemende gemeenten ingestemd met een verhoging van de metertarieven voor de verschillende zones.

Meer nog dan voor de metertarieven, waren alle deelnemende gemeenten het erover eens dat de forfaitaire retributie moest worden verhoogd.

Voor de tarifiering van de bewonerskaart hebben alle gemeenten, op één na, aanvaard om het tarief van de eerste en tweede bewonerskaart te verhogen en de derde bewonerskaart af te schaffen.

Zoals u begrepen heeft, reikt de consensus over het tariefbeleid inzake parkeren dus veel verder dan de politieke verdeeldheid. We hopen dat die eensgezindheid het mogelijk maakt om, zoals in het gewestelijke meerderheidsakkoord werd bepaald en "ik citeer", de invloed van het parkeren op de openbare ruimte te verminderen door de overstap naar parkeren buiten de openbare weg te stimuleren.

Dat om de kwaliteit van de openbare ruimte te verhogen en zo dus de levenskwaliteit van onze burgers te verbeteren.

We hopen dat de discussies over dit onderwerp, waarvan we weten dat het politiek moeilijk ligt, zich kunnen voortzetten in een sereen kader, op basis van wetenschappelijke en academische reflectie.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christian Grétry

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 11 januari 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin